



SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE  
DE MONTRÉAL



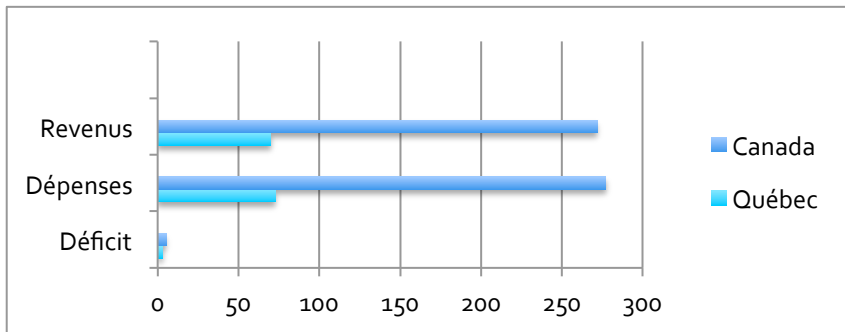
## Les finances d'un Québec indépendant- résumé

Étude de Maxime Duchesne (Chiffres pour 2013-2014)

Les revenus d'un Québec libre seraient plus équilibrés que ceux du Canada qui dépendent trop de l'exploitation du pétrole et des ressources naturelles. À l'heure où le gouvernement du Canada prévoit d'importants déficits budgétaires pour les prochaines années, la situation québécoise apparaît nettement meilleure.

Le Québec représente 23,1% de la population canadienne et 19,2% du PIB Canadien. Le produit intérieur brut (PIB) représente la valeur totale d'une économie. Le fait de détenir 19,2% du PIB (donc de la valeur du Canada) ne veut pas dire que nous sommes plus pauvres pour autant. En effet, après l'Ontario, le Québec est la province qui reçoit le moins de péréquation par habitant. (Par exemple, en raison du coût de la vie différent, une maison au Québec coûte de deux à trois fois moins cher qu'en Colombie Britannique. Au Québec, on peut acheter d'avantage avec moins d'argent. Il faut aussi savoir que selon les années, le Québec se classe au premier ou au second rang des pays du monde selon l'Indice socioéconomique du vivre mieux (OCDE), développé par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie.)

*Section non-tirée de l'étude*



**Notre part : On envoie environ 50G\$ par année en taxes et impôts à Ottawa (48,8 G\$)**

## CONCLUSION

Un Québec pays bénéficierait de revenus plus que suffisants pour financer toutes les missions d'un État indépendant. Un Québec indépendant serait donc viable sur le point de vue économique et serait dans une position avantageuse par rapport aux autres pays développés. En effet, Sur les 193 pays reconnus à l'ONU, le Québec serait la 17<sup>e</sup> puissance économique mondiale.

De plus, il serait enfin libéré de la tutelle canadienne et pourrait entreprendre lui-même le développement de son économie en faisant des choix différents de ceux du Canada comme d'investir dans l'électrification des transports plutôt que dans l'industrie pétrolière. Le Québec est aujourd'hui en meilleure posture financièrement pour réaliser son indépendance qu'en 1995 en qu'en 1980.

## La monnaie

Peu importe ce qu'on en dit, en raison de la loi de l'offre et de la demande, le Canada tenterait probablement de convaincre le Québec de conserver le dollar canadien. Le fait que la valeur de la monnaie canadienne sera donc un très bon pouvoir de négociation. Il est aussi faux de prétendre qu'on pourrait nous empêcher d'utiliser la monnaie canadienne. Les transactions dans un bon nombre de pays se font dans une monnaie étrangère.

À court terme après l'indépendance, le Québec continuerait probablement d'utiliser le dollar canadien afin de disposer d'une monnaie connue de la population et sécurisante pour les marchés financiers. Toutefois, on aurait très peu de contrôle sur la valeur du dollar canadien comme c'est la Banque du Canada qui détermine ses taux d'intérêts et qui imprime sa monnaie.

À moyen terme, le Québec choisirait probablement de mettre en place sa propre monnaie ou négocierait l'obtention un certain pouvoir sur les décisions prises par la Banque du Canada.



## Qui collecte et qui dépense

- 61% des dépenses du gouvernement fédéral sont constituées de transferts aux provinces (132,7G\$)
- 24% des revenus du gouvernement du Québec proviennent des transferts fédéraux (16,53G\$)

Le gouvernement fédéral collecte une proportion importante de l'argent qui est dépensé par les provinces. Ce n'est donc pas le bon gouvernement qui perçoit une part importante des impôts, ce qui rend les provinces très sensibles envers les changements d'humeurs du gouvernement fédéral.

<b>Transferts fédéraux au Québec</b>	<b>(G\$)</b>
Pensions de vieillesse	11,261
Assurance-Emploi	3,954
Prestations pour enfants	2,946
Transferts fédéraux	<u>16,528</u>
<b>Total</b>	<b>34,689</b>

<b>Détail des transferts</b>	
Péréquation	7,839
Abattement du Québec	-4,223
<i>(Réduction de 16,5% de l'impôt payé par les contribuables Québécois portés en réduction des transferts)</i>	
Transfert en santé	7,410
Transfert pour les programmes sociaux	2,854
Autres transferts	<u>2,648</u>
<b>Total</b>	<b>16,528</b>

Le restant des 50G\$ que l'on envoie à Ottawa sont dépensés pour faire fonctionner les programmes fédéraux et pour le service de la dette. Même si la proportion québécoise des transferts fédéraux (25,6%) dépasse notre poids démographique (23,1%), ceci est compensé par le fait que seulement 17,9% des dépenses des programmes fédéraux bénéficient au Québec. (25,6%) dépasse notre poids démographique (23,1%), ceci est compensé par le fait que seulement 17,9% des dépenses des programmes fédéraux

**Une fois les dépenses de fonctionnement et du service de la dette répartis, on constate que si le Québec avait été un pays, avant même tout gain d'efficacité, le déficit québécois aurait été de 3,9% du PIB, ce qui est inférieur à la moyenne des pays du G20 (4,3%) et du G7 (4,5%)**

## 4 Les économies

On estime à environ 4,1G\$ (4 143 M\$) d'économies liées seulement aux dédoublements administratifs entre Ottawa et Québec. Le tout serait effectué sans affecter les services aux citoyens. L'étude ne rajuste pas non plus les salaires des fonctionnaires fédéraux qui sont généralement plus élevés que ceux des fonctionnaires québécois. Les économies pourraient aussi être encore plus grandes selon les choix budgétaires des québécois.

Une fois que l'on tient compte de ces économies, le déficit québécois par rapport à son PIB serait de seulement 2%, ce qui est un des plus bas taux au monde en comparaison avec nos voisins CA(1,7%) USA(3,8%), FR(3,8%) R-U(4,2%)

## La dette

La dette du gouvernement fédéral a été contractée au nom du gouvernement fédéral et ne sera pas automatiquement transférée au gouvernement québécois. En cas de refus de négocier avec le Québec ou sans une entente raisonnable, Ottawa pourrait se retrouver à payer la dette seul.

Le Québec n'hériterait pas seulement des dettes, mais aussi d'actifs comme des ponts, des ports, des aéroports, des bâtiments, des avions, des véhicules, etc. Leur valeur exacte est difficile à établir parce qu'il serait nécessaire de réévaluer tout ce qui est possédé par le gouvernement fédéral à sa valeur marchande.

La répartition se ferait normalement en fonction de notre part du PIB (19,2%), mais comme les actifs fédéraux au Québec ne représentent que 14,3% du total canadien, la part de la dette fédérale assumée par le Québec serait plutôt de 17%. Les actifs fédéraux ne sont pas répartis de manière égale mais selon les nécessités, pensons notamment aux bases militaires et aux édifices de la capitale nationale.

Le passif (dette) total du Canada est de 1 001G\$ mais serait rajusté à 968G\$ en tenant compte de la portion de la dette qui est détenue par la Banque du Canada. (Qui est sous juridiction du gouvernement canadien) Ainsi, la part québécoise de la dette fédérale serait de 164,72G\$.

## Dette brute/PIB

Tableau 6.19 : Rapport des engagements bruts des administrations publiques au PIB des États du G7 selon les données de l'OCDE pour 2013 et d'un Québec indépendant au 31 mars 2014.<sup>43</sup>

Rang	États du G7 (OCDE)	% PIB
1	Allemagne	81%
2	Canada	92%
3	<b>Québec</b>	<b>96%</b>
4	France	110%
5	Royaume-Uni	106%
6	États-Unis	111%
7	Italie	145%
8	Japon	220%
	<b>Moyenne des États de l'OCDE :</b>	<b>112%</b>

## Dette nette/PIB

Tableau 6.20 : Rapport des engagements nets des administrations publiques au PIB des États du G7 selon les données de l'OCDE pour 2013 et d'un Québec indépendant au 31 mars 2014.<sup>44</sup>

Rang	États du G7 (OCDE)	% PIB
1	Allemagne	45%
2	Canada	40%
3	France	66%
4	<b>Québec</b>	<b>69%</b>
5	Royaume-Uni	70%
6	États-Unis	87%
7	Italie	118%
8	Japon	123%
	<b>Moyenne des États de l'OCDE :</b>	<b>69%</b>